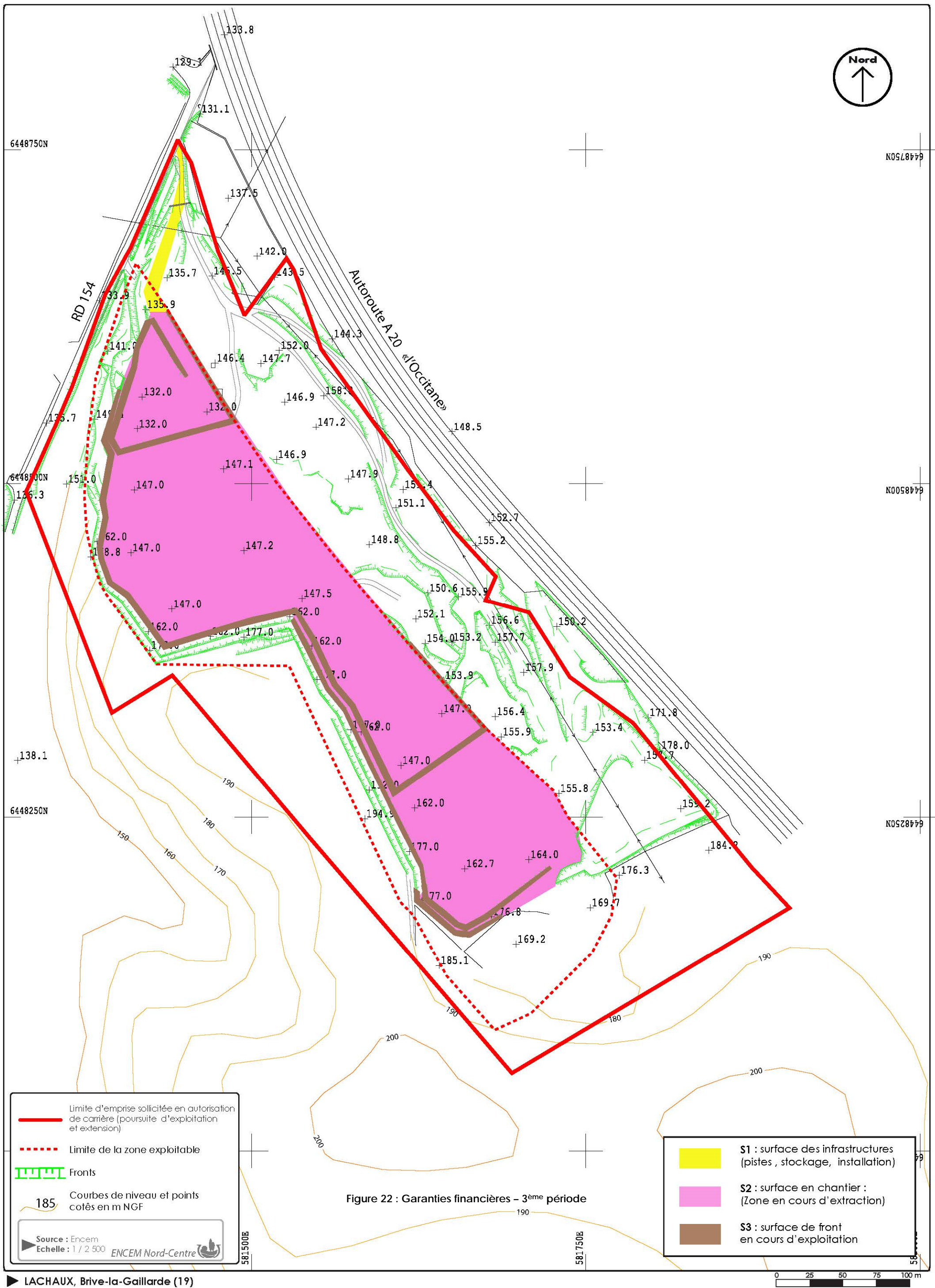
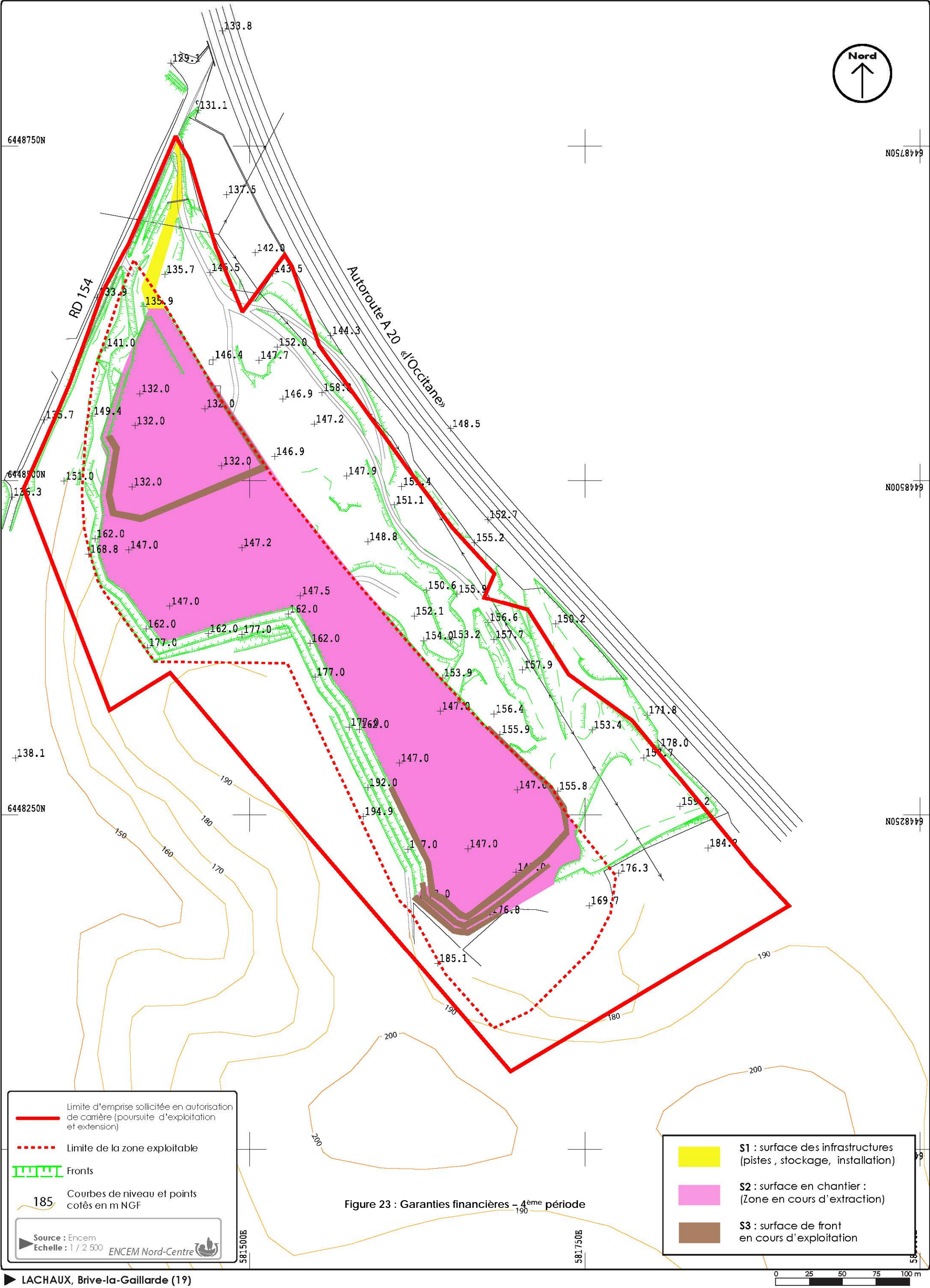


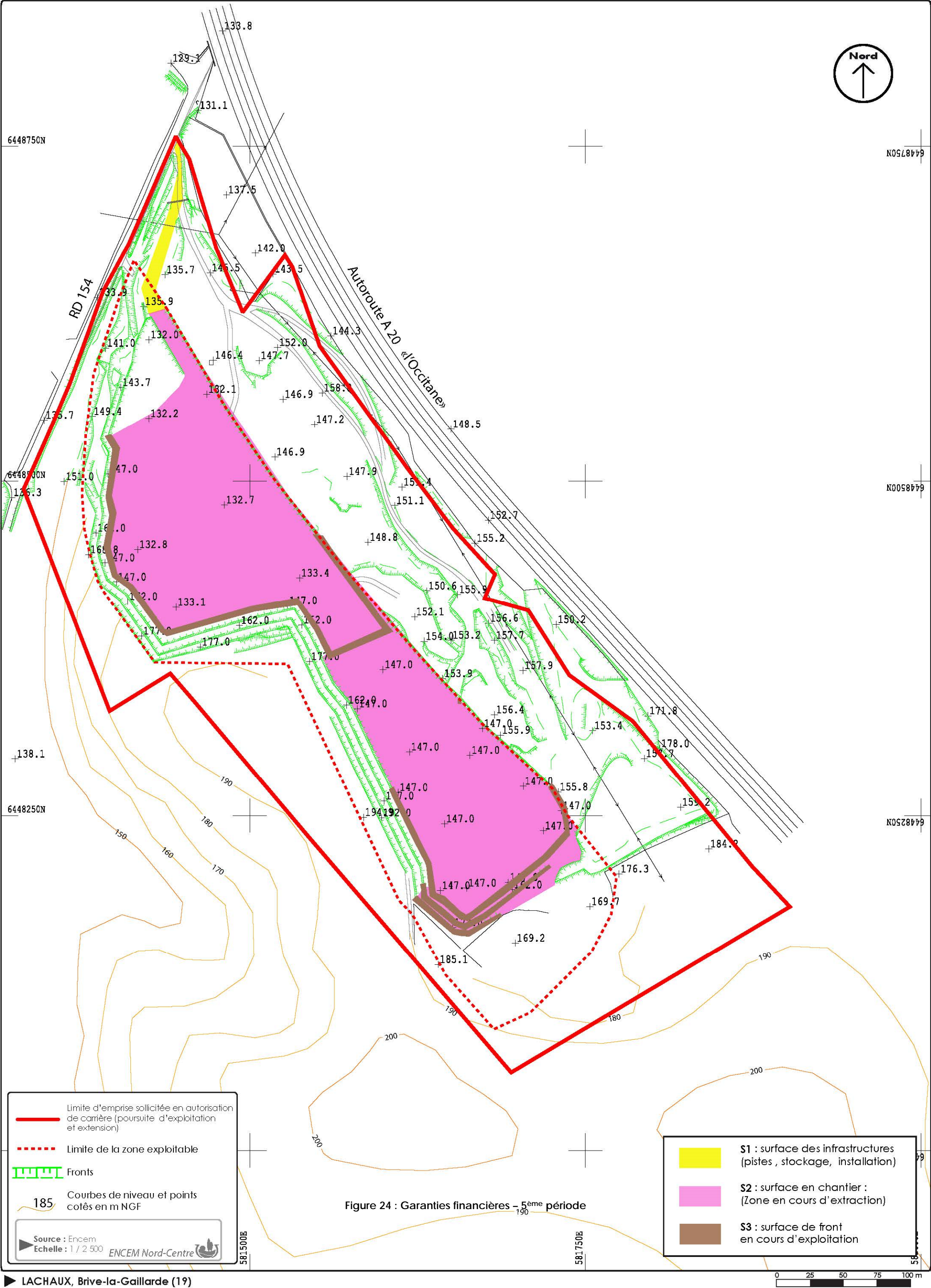
Garanties financières - Période 3



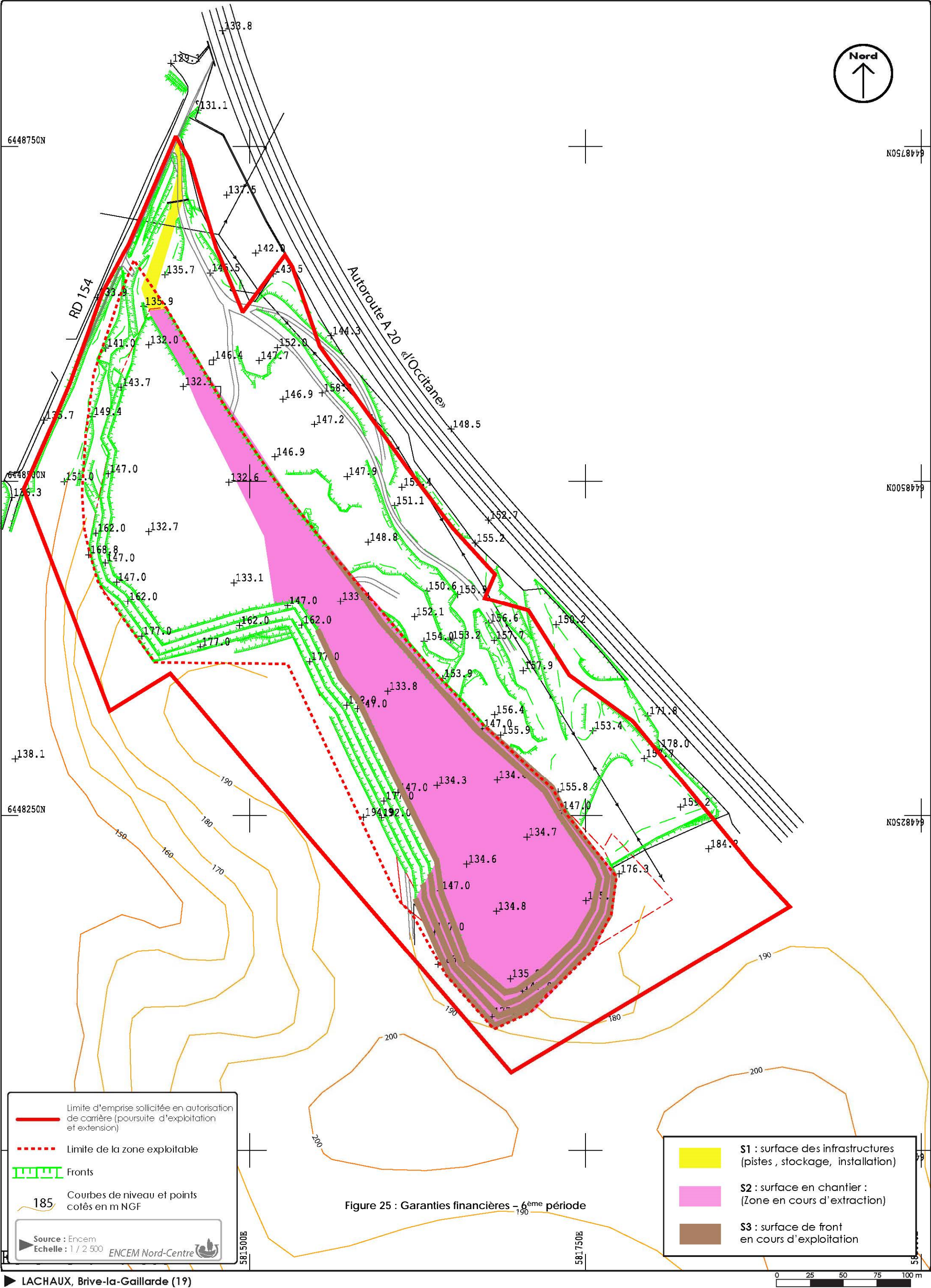
Garanties financières - Période 4



Garanties financières - Période 5



Garanties financières - Période 6



5. AMENAGEMENTS ET EQUIPEMENTS ANNEXES

5.1. LOCAUX

Le site n'étant pas relié au réseau d'eau potable, le personnel disposera d'eau en bouteille pour se désaltérer.

Il n'y a pas d'atelier d'entretien et de réparation des engins sur la carrière. Ces opérations sont et seront réalisées à l'extérieur du site dans un atelier spécialisé (celui de la société à Saint-Pantaléon ou celui d'un prestataire spécialisé).

5.2. PRODUITS UTILISEES ET DECHETS GENERES

5.2.1. HYDROCARBURES

L'activité n'utilisera aucun produit autre que ceux nécessaires au fonctionnement des engins et à l'abattage de la roche.

Il n'y a et n'aura pas de stockage d'hydrocarbures sur site.

L'approvisionnement en gazole non routier des engins de chantier évoluant sur le site est assurée en fonction des besoins par un camion-citerne au-dessus d'absorbants. La pelle est dotée d'une pompe d'aspiration.

Une procédure et des consignes sont en place, et un kit anti-pollution est disponible dans chaque engin.

L'entretien et les réparations n'étant pas faits sur la carrière, il n'y a pas de stockage d'huile neuve (hydraulique, moteur, ...) ou usée.

5.2.2. EXPLOSIFS

Il n'y a pas de stockage d'explosifs sur le site. Ceux-ci sont fabriqués sur place dans une unité mobile par une entreprise spécialisée.

L'autorisation d'acquisition d'explosifs en cours date du 25 février 2020. La quantité maximale visée par l'autorisation est indiquée dans le tableau ci-dessous.

Quantité maximale par livraison
3 000 kg d'explosifs de classe 1 et 5

Tableau 10 : Quantité maximale d'explosifs autorisés

5.2.3. DECHETS

Il n'y a et n'aura, comme actuellement, aucun entretien ou réparation sur la carrière. Seules de petites interventions courantes (contrôle, graissage, ...) peuvent être réalisées sur place. Les équipements et produits (cartouches de graisse, ...) nécessaires sont amenés par le chauffeur du camion lors du premier voyage de la journée ou dans un véhicule de service et ramené le jour même au siège de l'entreprise où les dispositifs de stockages et de collecte par des organismes agréés sont en place.

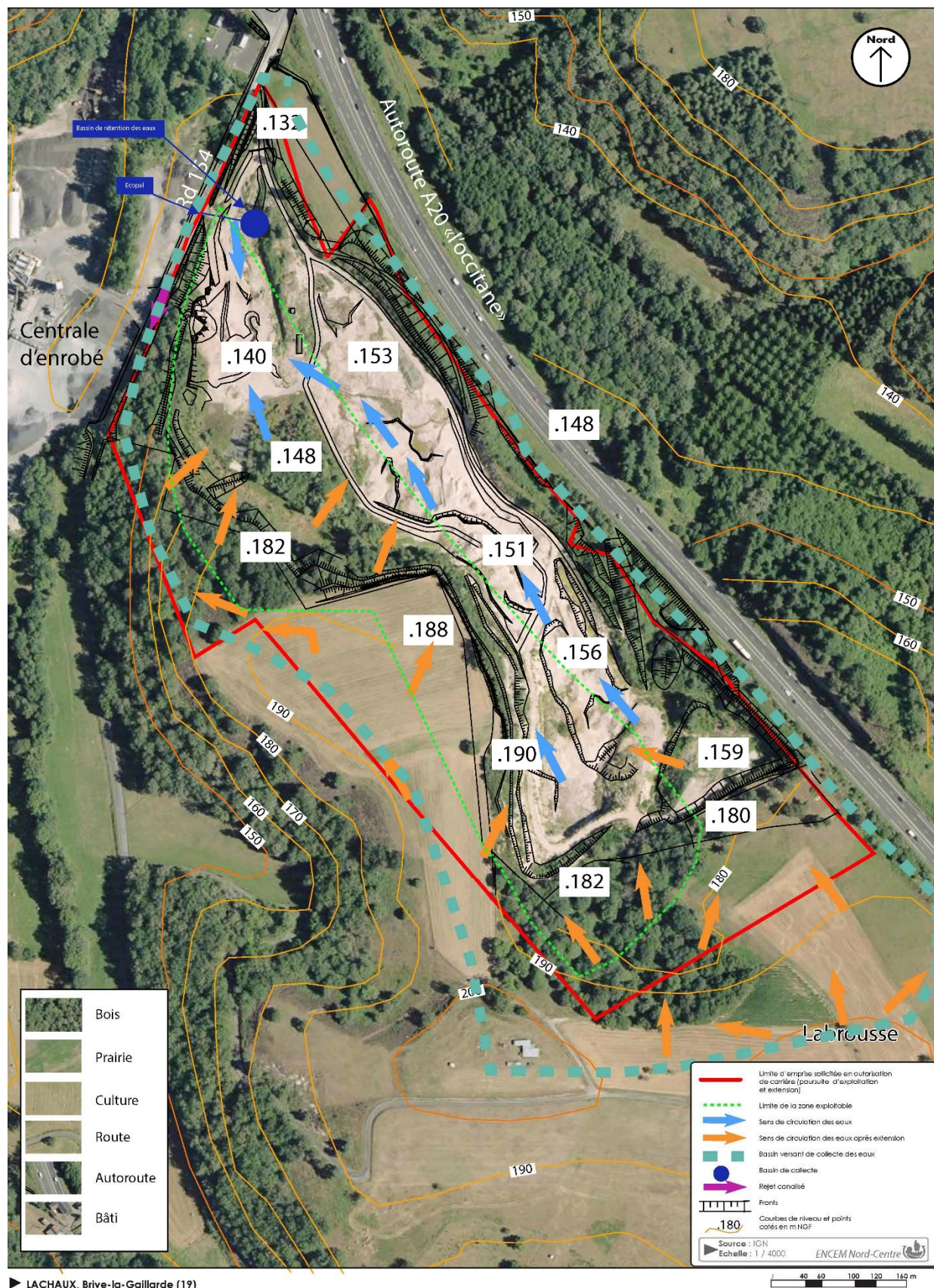


Figure 26 : Plan du circuit des eaux

5.1. GESTION DES EAUX

Aucun usage d'eau n'est nécessaire pour l'exploitation de la carrière.

Les eaux météoriques, qui circulent dans le site lors de période de pluie, s'infiltrant ou viennent s'accumuler dans un bassin aménagé au point bas où elles s'évaporent ou s'infiltrant lentement. Afin de guider la circulation, des fossés de collecte sont créés en pied de front.

Le bassin existant, qui sera adapté pour tenir compte de la future cote du carreau à 132 m NGF, permet de décanter les éventuelles particules en suspension véhiculées par les eaux.

Ce bassin dispose d'un déversoir à la cote 134 m NGF, obturable en cas de nécessité, avec une canalisation assurant un exutoire dans le fossé en bord de route (RD154) au nord du site.

5.2. ENERGIE ELECTRIQUE ET ECLAIRAGE

La carrière ne dispose pas de raccordement au réseau électrique. Aucun local n'est présent sur site et aucun matériel ne nécessite l'apport d'énergie électrique.

Les engins fonctionnent au gazole non routier.

6. MOYENS DE SUIVI ET D'INTERVENTION EN CAS D'INCIDENT OU D'ACCIDENT

6.1. MOYENS DE SUIVI ET DE SURVEILLANCE

Ces moyens sont traités en détail au chapitre 7 de l'étude d'impact. Les principaux sont résumés dans le tableau ci-dessous.

Enjeux	Modalités de suivi et de surveillance
Eaux	Contrôles périodiques qualitatif du rejet Sensibilisation et formation du personnel à la gestion d'une situation d'incident
Paysage, monuments historiques et espaces de loisirs	Intervention d'un écologue lors des travaux de remise en état (pour les zones à vocation naturelle)
Biodiversité	Gestion environnementale continue par la société et intervention périodique d'un organisme spécialisé pour le suivi des mesures ERC
Bruit	Contrôles périodiques (une campagne de mesures par phase quinquennale)
Vibrations et surpression aérienne	Contrôles périodiques (une fois par an)
Projections et explosions	Contrôle continu du respect des règles de sécurité relatives au transport, à la manipulation et à la mise en œuvre des explosifs par la société, son sous-traitant et un organisme de prévention
Air	Contrôle continu par la société du matériel

6.2. MOYENS D'INTERVENTION

6.2.1. MOYENS PUBLICS

Ces moyens sont les suivants :

- POMPIERS : 18 ou 112 depuis un portable
- GENDARMERIE : 17
- SMUR : 15
- Médecine du travail : 05-55-18-20-55 ou 06-15-20-48-15

Le centre de secours le plus proche est situé 14 Boulevard Jean Moulin à Brive-la-Gaillarde, à 8 km de la carrière.

6.2.2. MOYENS PRIVES

L'activité est placée sous la responsabilité du gérant de la société qui assure la mission de Directeur Technique. Il a sous son autorité le chef de carrière qui encadre l'exploitation de la carrière.

Les moyens d'intervention en cas d'accidents sont décrits en détail dans l'étude de dangers. Il s'agira sur le site essentiellement :

- d'extincteurs appropriés au type d'incendie à combattre en nombre suffisant (dans chaque engins, dans les camions de transport et le camion et dans l'unité mobile de fabrication d'explosifs), mis à disposition du personnel, formé en entraîné à leur maniement ;
- de téléphones.

D'une manière générale, le personnel amené à évoluer sur la carrière a reçu des formations pratiques sur la sécurité (exercices, simulations d'entraînement face à des situations accidentelles...). Au moins un membre du personnel de la carrière a suivi la formation aux premiers secours.

Une consigne opérationnelle est en place pour la gestion d'un cas d'accident ou d'incident sur le site.

Elle précise les conditions d'alerte et le contenu du message d'information, ainsi que la mise en œuvre des mesures adaptées pour limiter les conséquences éventuelles du sinistre (accident, incendie, pollution accidentelle).

ANNEXES

ANNEXE 1 - CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES

KBIS



Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS

à jour au 27 février 2018

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	302 592 407 R.C.S. Brive
<i>Date d'immatriculation</i>	15/05/1975
<i>Dénomination ou raison sociale</i>	ENTREPRISE J LACHAUX
<i>Forme juridique</i>	Société à responsabilité limitée
<i>Capital social</i>	46 000,00 Euros
<i>Adresse du siège</i>	20 Rue STENDHAL 19100 Brive-la-Gaillarde
<i>Durée de la personne morale</i>	Jusqu'au 15/05/2025
<i>Date de clôture de l'exercice social</i>	30 septembre

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTRÔLE, ASSOCIÉS OU MEMBRES

Gérant

<i>Nom, prénoms</i>	LACHAUX Vincent
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 18/12/1982 à Brive-la-Gaillarde (19)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	la Barbotte 19600 Saint-Pantaléon-de-Larche

RENSEIGNEMENTS RELATIFS À L'ACTIVITÉ ET À L'ÉTABLISSEMENT PRINCIPAL

<i>Adresse de l'établissement</i>	20 Rue STENDHAL 19100 Brive-la-Gaillarde
<i>Nom commercial</i>	LES CARRIÈRES DE ST VIANCE
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	Exploitation de carrières. Entreprise de travaux publics.
<i>Date de commencement d'activité</i>	18/04/1975
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Création
<i>Mode d'exploitation</i>	Exploitation directe

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT

BILAN 2016-2017

Bilan

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 30/09/2017 (12 mois)		Exercice précédent 30/09/2016 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Capital souscrit non appelé (0)					
Actif immobilisé					
Frais d'établissement					
Recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Terrains	23 709	21 338	2 371	2 804	- 433
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	41 226	41 226			
Autres immobilisations corporelles	126 125	94 390	31 735	56 075	- 24 340
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
Participations évaluées selon mise en équivalence					
Autres participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières					
TOTAL (I)	191 060	156 954	34 106	58 879	- 24 773
Actif circulant					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens					
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis	117 500		117 500	84 600	32 900
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Clients et comptes rattachés	341 870		341 870	271 691	70 179
Autres créances					
. Fournisseurs débiteurs					
. Personnel					
. Organismes sociaux				4	- 4
. Etat, impôts sur les bénéfices	10 739		10 739	7 574	3 165
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	1 155		1 155	554	601
. Autres	3 402		3 402	3 604	- 202
Capital souscrit et appelé, non versé					
Valeurs mobilières de placement	286 239	1 069	285 170	282 758	2 412
Disponibilités	1 162 902		1 162 902	1 116 185	46 717
Instruments de trésorerie					
Charges constatées d'avance	4 877		4 877	4 243	634
TOTAL (II)	1 928 684	1 069	1 927 615	1 771 213	156 402
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des obligations (IV)					
Ecarts de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF (0 à V)	2 119 744	158 023	1 961 721	1 830 092	131 629

Bilan (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 30/09/2017 (12 mois)	Exercice précédent 30/09/2016 (12 mois)	Variation
Capitaux Propres			
Capital social ou individuel (dont versé :)	46 000	46 000	
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...			
Ecart de réévaluation			
Réserve légale	4 600	4 600	
Réserves statutaires ou contractuelles	668 271	632 778	35 493
Réserves réglementées			
Autres réserves			
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice	70 489	85 493	- 15 004
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
Résultat de l'exercice précédent à affecter			
TOTAL (I)	789 361	768 871	20 490
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
TOTAL (II)			
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges	168 255	168 255	
TOTAL (III)	168 255	168 255	
Emprunts et dettes			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
. Emprunts	5 704	28 255	- 22 551
. Découverts, concours bancaires			
Emprunts et dettes financières diverses			
. Divers			
. Associés	943 406	793 301	150 105
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	24 040	20 643	3 397
Dettes fiscales et sociales			
. Personnel	9 286	7 036	2 250
. Organismes sociaux	11 605	9 552	2 053
. Etat, impôts sur les bénéfices			
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	7 364	31 700	- 24 336
. Etat, obligations cautionnées			
. Autres impôts, taxes et assimilés	2 702	2 478	224
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance			
TOTAL (IV)	1 004 106	892 965	111 141
Ecart de conversion passif(V)			
TOTAL PASSIF (I à V)	1 961 721	1 830 092	131 629

BILAN 2017-2018

Bilan

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 30/09/2018 (12 mois)		Exercice précédent 30/09/2017 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Capital souscrit non appelé (0)					
Actif immobilisé					
Frais d'établissement					
Recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Terrains	23 709	21 338	2 371	2 371	
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	41 226	41 226			
Autres immobilisations corporelles	126 125	118 730	7 395	31 735	- 24 340
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
Participations évaluées selon mise en équivalence					
Autres participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières					
TOTAL (I)	191 060	181 294	9 766	34 106	- 24 340
Actif circulant					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens					
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis	104 500		104 500	117 500	- 13 000
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Clients et comptes rattachés	351 823		351 823	341 870	9 953
Autres créances					
. Fournisseurs débiteurs					
. Personnel					
. Organismes sociaux					
. Etat, impôts sur les bénéfices	12 713		12 713	10 739	1 974
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	2 494		2 494	1 155	1 339
. Autres	3 066		3 066	3 402	- 336
Capital souscrit et appelé, non versé					
Valeurs mobilières de placement	286 239	5 231	281 008	285 170	- 4 162
Disponibilités	1 339 571		1 339 571	1 162 902	176 669
Instruments de trésorerie					
Charges constatées d'avance	5 784		5 784	4 877	907
TOTAL (II)	2 106 189	5 231	2 100 958	1 927 615	173 343
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des obligations (IV)					
Ecarts de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF (0 à V)	2 297 249	186 525	2 110 724	1 961 721	149 003

Bilan (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 30/09/2018 (12 mois)	Exercice précédent 30/09/2017 (12 mois)	Variation
Capitaux Propres			
Capital social ou individuel (dont versé :)	46 000	46 000	
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...			
Ecart de réévaluation			
Réserve légale	4 600	4 600	
Réserves statutaires ou contractuelles	688 761	668 271	20 490
Réserves réglementées			
Autres réserves			
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice	56 327	70 489	- 14 162
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
Résultat de l'exercice précédent à affecter			
TOTAL (I)	795 687	789 361	6 326
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
TOTAL (II)			
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges	168 255	168 255	
TOTAL (III)	168 255	168 255	
Emprunts et dettes			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
. Emprunts		5 704	- 5 704
. Découverts, concours bancaires			
Emprunts et dettes financières diverses			
. Divers			
. Associés	1 078 737	943 406	135 331
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	39 806	24 040	15 766
Dettes fiscales et sociales			
. Personnel	9 403	9 286	117
. Organismes sociaux	6 533	11 605	- 5 072
. Etat, impôts sur les bénéfices			
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	9 563	7 364	2 199
. Etat, obligations cautionnées			
. Autres impôts, taxes et assimilés	2 739	2 702	37
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance			
TOTAL (IV)	1 146 782	1 004 106	142 676
Ecart de conversion passif(V)			
TOTAL PASSIF (I à V)	2 110 724	1 961 721	149 003

BILAN 2018-2019

BILAN ACTIF

Actif

Rubriques	Montant brut	Dépréciation	Montant net N	Montant net N-1
Capital souscrit non appelé				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Terrains	23 709	21 338	2 371	2 371
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	126 617	122 192	4 425	7 395
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Actif immobilisé	150 326	143 530	6 796	9 766
Stocks de matières premières, d'approvisionnements				
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis	120 000		120 000	104 500
Stock de marchandises				
Avances, acomptes versés sur commandes				
Créances clients et comptes rattachés	171 432		171 432	351 823
Autres créances	11 390		11 390	18 273
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement	286 239	6 695	279 543	281 008
<i>Dont actions propres</i>				
Disponibilités	1 575 303		1 575 303	1 339 571
Charges constatées d'avance	17 636		17 636	5 784
Actif circulant	2 181 999	6 695	2 175 304	2 100 958
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Prime de remboursement des obligations				
Ecart de conversion (actif)				
TOTAL	2 332 325	150 226	2 182 100	2 110 724

BILAN PASSIF

Passif

Rubriques	Montant net N	Montant net N-1
Capital social ou individuel	46 000	46 000
<i>Dont versé</i>	46 000	
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
<i>Dont écart d'équivalence</i>		
Réserve légale	4 600	4 600
Réserves statutaires ou contractuelles	695 087	688 761
Réserves réglementées		
Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours		
Autres réserves		
<i>Dont réserve relative à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants</i>		
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE	44 989	56 327
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Capitaux propres	790 676	795 687
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres fonds propres		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	168 255	168 255
Provisions pour risques et charges	168 255	168 255
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers	1 130 705	1 078 737
<i>Dont emprunts participatifs</i>		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	65 667	39 806
Dettes fiscales et sociales	26 797	28 238
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance		
Dettes	1 223 169	1 146 782
Ecart de conversion (passif)		
TOTAL	2 182 100	2 110 724

REGISTRE DU PERSONNEL

REGISTRE DU PERSONNEL SARL ENTREPRISE JACQUES LACHAUX

Salarié	Sexe	Pays de nationalité	Date de naissance	Date entrée	Établissement	Statut professionnel	Qualification	Particularités
FERREIRA ANTOINE	M	FRANCE	28/10/1961	01/12/1995	BRIVE	Ouvrier	Niveau : 2, Echelon : 3	
LEITE DE MAGALHAES JOSE FERNANDO	M	PORTUGAL	17/09/1964	01/03/2000	BRIVE	Ouvrier	Niveau : 2, Echelon : 3	
MARTY BERNARD	M	FRANCE	06/01/1957	01/02/2017	BRIVE	Ouvrier	Niveau : 2, Echelon : 3	Temps partiel

ARTICLES DE PRESSE

La Corrèze vole au secours d'Andorre

Sur la RN 22

Depuis le 27 avril dernier, la seule route menant au Pas de la Case en Andorre était fermée à la circulation à cause d'un éboulement impressionnant. Elle a pu être rendue aux automobilistes, mercredi, à 17 heures, grâce à la mobilisation de la Stam, spécialisée dans les travaux en milieux périlleux, installée à Tulle, et de deux entrepreneurs corréziens qui ont pu fournir et installer 500 blocs de béton empilables en un temps record. Retour sur un chantier d'exception.

Marjorie Ansion et Emilie Auffret

Samedi 4 mai, 22 heures. Le téléphone de Vincent Lachaux ne cesse de sonner. A l'autre bout du fil, Jean-Michel Morello, son associé. « Il y a urgence ! » Jean-Marie Tissot à la tête de la Stam vient de l'appeler. L'entreprise tulliste, spécialisée dans les travaux en milieux périlleux, a été mandatée par les autorités andorranes et françaises pour intervenir sur la RN 22 suite à un éboulement. Il s'agit du seul axe menant au Pas de la Case, en Andorre, coupé depuis le 27 avril. « Il m'a dit, *"Je ne sais pas comment on va faire, mais trouve une solution"* », raconte Jean-Michel Morello, directeur des établissements Vialleix à Bort-les-Orgues.

L'objectif : construire un mur pour sécuriser la route. La solution : les blocs béton empilables que produisent et installent les deux entrepreneurs corréziens. « Il en fallait 500. Les plus gros, ceux qui pèsent une tonne et demie », précise Vincent Lachaux, patron de Lachaux Béton, à Saint-Pantaléon-de-Lar-

che. Dès lundi matin, une course contre la montre s'engage.

« On a compté ceux qu'on avait en stock. Près de 350 blocs, à nous deux. Il a fallu produire le reste », précise Vincent Lachaux. Les centrales à béton tournent à plein régime alors que le transport des blocs sur place, la mission la plus dé-

“ Le transport a été la mission la plus délicate

licate, s'organise. « Le plus compliqué n'était pas de monter les blocs. C'était surtout de les transporter en cette semaine de ponts. J'ai appelé environ 200 transporteurs, et 33 ont pu être mobilisés. Pour livrer les blocs, le premier camion est parti dès le mardi 7 mai, et le dernier est arrivé une heure avant l'ouverture de la route », note Jean-Michel Morello.

Les deux Corrèziens arrivent

sur le site, à 1.800 mètres d'altitude, le mardi 14 mai, au soir. « On a rencontré les équipes au pied de l'éboulement. C'était impressionnant ! Et là, on a travaillé toute la nuit. » Une fois les travaux de déblaiement et de sécurisation effectués par la Stam, a débuté la construction d'un mur de soutènement entièrement composé de plus de 500 blocs dits « Redi-Rock » assemblés sur 80 mètres de long et trois mètres de hauteur suivant la courbe de la montagne. « Le talus sur lequel on travaillait n'était pas encore stabilisé », poursuit Vincent Lachaux.

Le lendemain, mercredi 15 mai, la route sécurisée est rouverte à la circulation. Un soulagement pour les riverains qui devaient faire un détour de près de trois heures pour rejoindre le Pas de la Case au lieu d'un trajet de quelques minutes. « Les autorités andorranes ont été impressionnées par notre réactivité, note Vincent Lachaux. Elles vont nous proposer d'autres chantiers avec les blocs Redi-Rock. Le concept, importé des Etats-Unis, les a séduites. » Car il vaut « toujours mieux faire du préventif, au lieu d'attendre l'effondrement », préviennent les deux professionnels corréziens qui viennent de réaliser un de leurs plus beaux chantiers. ■



CHANTIER. La Stam, appuyée par les entreprises Vialleix et Lachaux Béton, sont intervenues.

La Stam sur place depuis le premier jour de l'éboulement

La Société des Travaux Acrobatiques et Montagnards (Stam), basée à Tulle, s'est mobilisée sur le chantier de la RN 22 dès le premier jour de l'éboulement.

Avant de mettre en place le mur de blocs de béton, il a fallu déblayer l'ensemble de la route, mais aussi la sécuriser. La Direction interdépartementale des routes du Sud-Ouest s'est occupée de la partie déblaiement. La Stam, elle, s'est chargée de la partie sécurisation. « La Stam a un marché à bons de commande avec la Dir Sud-Ouest, explique Jean-Marie Tissot, le directeur. C'est un contrat qui permet à la Dir de nous contacter en urgence. C'est donc ce



SÉCURISATION. La Stam est encore sur place pour continuer de sécuriser la falaise.

qui s'est passé sur cette route. Le jour même de l'éboulement nous avons eu un appel. Nous nous sommes directement rendus sur place avec un ingénieur qui a constaté l'éboulement. »

Le rôle de l'entreprise était de superviser les travaux et de sécuriser la route. « Quand on est arrivé, il y avait encore des risques d'instabilité, poursuit le directeur. On a purgé la falaise afin de sécuriser la route au plus vite. »

Un chantier avec des moyens colossaux

Sur place, la Stam a été épaulée par des entreprises locales. Un travail sans répit. « Sur quatorze jours de chantier, nous

avons travaillé huit jours non-stop, 24 heures sur 24. »

Des moyens colossaux ont été déployés dans cette course contre la montre. « C'était d'une grande intensité. Sur place, il y avait six pelles mécaniques en simultanée, ainsi que des pelles araignées. »

Si la circulation est revenue à la normale, l'entreprise est pourtant encore présente sur la RN 22. « La première tranche était l'urgence. Là, on passe à la deuxième phase : la stabilisation de la falaise. On parle de plusieurs mois de travaux », annonce Jean-Marie Tissot, présent sur le chantier depuis le premier jour. ■

route menant au Pas de la Case

LE FAIT
DU JOUR



enues à 1.800 mètres d'altitude entre la France et Andorre afin de rouvrir la route RN 22, seul axe menant au Pas de la Case.

La plus importante fermeture vécue par la principauté

Quand, le 26 avril, la route nationale 22 reliant L'Hospitalet (Ariège) au Pas de la Case en Andorre, est coupée à cause d'un glissement de terrain, c'est un coup dur.

Là où il fallait une poignée de minutes pour rejoindre les deux villes frontalières, il faut désormais faire un énorme détour de près de 2 h 20 pour rallier le Pas de la Case ou en descendre. Cette route de montagne est empruntée par près de 15.000 véhicules chaque jour. Quand les autorités andorranes et françaises se rendent sur le site, au niveau du pont de la Mina, ils constatent qu'un



SUR PLACE. La route nationale 22 est empruntée chaque jour par près de 15.000 véhicules. PHOTO REDI-ROCK FRANCE/STAM

chantier d'ampleur les attend. « La zone d'éboulement est instable et nécessite une intervention complexe. En effet, il va s'agir dans un premier temps de maîtriser le risque pour rétablir la circulation, puis de stabiliser durablement la zone », indique la préfecture de l'Ariège le lundi 29 avril, sans donner de date de réouverture.

Les enjeux économiques sont en effet de taille. Le Pas de la Case vit essentiellement du commerce, en particulier de la vente de cigarettes, d'alcool et de vêtements. Les commerces andorrans vivent d'ailleurs là la plus importante fermeture que

la principauté n'a jamais connue. Il faut donc aller vite. La mission qui sera confiée à Jean-Marie Tissot de la Stam et à ses collègues corréziens est claire : pouvoir rouvrir la route dans les plus brefs délais.

Une mission accomplie puisque « nous avons pu rendre la route aux automobilistes près d'une semaine avant la date prévue », note Vincent Lachaux.

Une réussite qui a sans doute permis à son entreprise Lachaux Béton et aux établissements Vialleix de se créer de belles opportunités à l'avenir. « On peut dire que la Corrèze a sauvé Andorre ! », se réjouit Jean-Michel Morello. ■



ARTICLE OF THE DAY

CPI 02/20 - Page 1 ▶▶



Concrete Plant International
North America Edition

2 | 2020
www.cpi-worldwide.com

REPRINT | NEWS

Lachaux Beton - BBlox Chosen for
Exhibition of French-Made Products

REDI+ROCK



Reprint
CPI 2/2020



ARTICLE OF THE DAY



CPI 02/20 - Page 2

NEWS

Redi-Rock International, Charlevoix, MI 49720, USA

Lachaux Beton – BBlox Chosen for Exhibition of French-Made Products

French Redi-Rock producer Lachaux Beton – BBlox was chosen as one of 101 companies presenting innovations at the Great Exhibition of French-Made Products at the Elysee Palace (the French equivalent of the White House) on January 17-19. The Redi-Rock products, which are made in several locations in France, were chosen by a committee, chaired by the French Secretary of State for Economy and Finance and 10 leading figures.

French President Emmanuel Macron explained the importance of the event on LinkedIn, writing that, "Today, we are taking control of our future ... Difficulties persist, but a page is turning: 'Made in France' is experiencing new momentum ... By choosing a product made in France and not made elsewhere, you have the power to support your country, your economy, your jobs ..."

The 101 products showcased at the exhibition were chosen from the 101 departments of metropolitan France and overseas. The products were chosen for their innovation and impact on the French economy.

During this event, Vincent Lachaux, the director of Lachaux Beton – BBlox, met Macron during a reception among the other business owners. He also met the French Minister of Economy, Bruno Le Maire.

Redi-Rock is a system of precast modular blocks (PMBs) for retaining walls made from wetcast concrete that have the appearance of natural stone. Manufactured with first-purpose, 4,000 PSI (27.6 MPa) or greater concrete in steel forms, the PMBs range from 1,400 pounds (650 kg) to 3,306 pounds (1,500 kg). The massive weight of the blocks – as well as the patented knob and groove technology that makes them interlock together like giant Lego blocks – often allows the blocks to form tall gravity walls where no geogrid reinforcement is needed. Lachaux Beton – BBlox is just one of the growing Redi-Rock manufacturers internationally.

"We couldn't be more proud of the work Lachaux Beton – BBlox has been doing in France. They brought an innovation into France, and have used it to create jobs and spur their business growth. This award is a testament to the impact a concrete manufacturer can have on the face of a country's infrastructure," said Jake Manthei, president of Redi-Rock International.

FURTHER INFORMATION

REDI-ROCK®

Redi-Rock International
2940 Parkview Drive, Petoskey, MI 49770, USA
T +1 866 222 8400, F +1 231 237 9521
andrew@redi-rock.com, makeredi-rock.com



The French Redi-Rock producer Lachaux Beton – BBlox was chosen as one of 101 companies presenting innovations at the Great Exhibition of French-Made Products at the Elysee Palace.



Vincent Lachaux, the director of Lachaux Beton – BBlox, met the French President Emmanuel Macron during a reception among the other business owners.

ANNEXE 2 - ATTESTATION DE MAITRISE FONCIERE ET AVIS DES PROPRIETAIRES SUR LA REMISE EN ETAT

Section	Lieu-dit	Numéro de parcelles	Nom du propriétaire	Attestation correspondante
EH	Labrousse	139pp	M. Lascaux	Promesse de vente
		140pp	Joël Lachaux	Promesse de vente
		142	Jacques Lachaux	Accord du propriétaire
		159		
		160		
		161		
		168pp	Vincent Lachaux	Accord du propriétaire
		169pp		
		170	Jacques Lachaux	Accord du propriétaire
		171		
		172		
		173		
		174		
		176		
		177		
		178		
		179		
		188		
		189		
		206		
		209		
		211		
		214		
		216		
		218		
		225		
		278		
		280pp	M. Molas	Promesse de vente
		282pp	M. Lascaux	Promesse de vente
		385	M. Molas	Promesse de vente
		386		
		387pp		
		389pp		

ATTESTATION

Je soussigné, Monsieur LASCAUX, propriétaire des terrains désignés ci-après, demeurant à :

Labrousse

déclare par la présente :

1° Autoriser l'entreprise à déposer un dossier de demande d'autorisation d'exploiter une carrière en vue de l'extraction des matériaux sur la (ou les) parcelles(s) ci-après désignées,

- Parcelle(s) n° : *282 | 139 | 138*
- Section : *EH*
- Superficie : *31616 m² total*
- Lieu-Dit : *Labrousse*
- Commune : *Bonrie la Gaillarde*

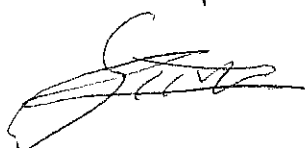
2° Promettre de vendre la (ou les) parcelles(s) ci-avant désignée(s), à la Société J. LACHAUX, représentée par Monsieur Vincent LACHAUX en qualité de Directeur Général.

Pour valoir et servir ce que de droit

Fait à *Bonrie*, le *24/09/14*

Signature(s) précédée(s) des mentions « Bon pour accord » et « Lu et approuvé »

"Bon pour accord & Lu & approuvé"



ATTESTATION

Je soussigné ...M.O.L.A.S.....Jean....., propriétaire de la (des) parcelle(s)
section EH n° 385 386 387 280 au lieu-dit « Labrousse » sur la
289
commune de BRIVE-LA-GAILLARDE (département de La Corrèze),

atteste avoir conclu avec la SARL J. LACHAUX une promesse de vente des
parcelles ci-dessus désignées si une autorisation d'exploitation de carrière est
obtenue.

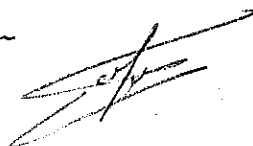
Je donne mon accord sur le principe de remise en état et la vocation ultérieure
indiqués par la SARL J. Lachaux dans le dossier de demande d'autorisation
environnementale.

La présente attestation est établie pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Brive, le 24 04 2020

(Nom, Signature)

MOLAS Jean



ATTESTATION

Je soussigné, Monsieur LACHAUD Joël, propriétaire des terrains désignés ci après, demeurant à Siorat
– 19100 Brive

Déclare par la présente :

1° Autoriser l'entreprise à déposer un dossier de demande d'autorisation d'exploiter une carrière en
vue de l'extraction des matériaux sur la (ou les) parcelle(s) ci-après désignées,

- Parcelle n° : 140
- Section : EH
- Lieu-dit : Labrousse
- Commune : Brive la Gaillarde

2° Promettre de vendre la (ou les) parcelle(s) ci-avant désignée(s), à la Société SARL J. LACHAUX,
représentée par Monsieur Vincent LACHAUX en qualité de Directeur Général.

Pour valoir et servir ce que de droit

Fait à Brive , le 14 Mars 2018

Signature(s) précédée(s) des mentions « bon pour accord » et « lu et approuvé »

bon pour accord lu et approuvé
Lachaud

ATTESTATION

Je soussigné, **Monsieur Vincent LACHAUX**, propriétaire des terrains désignés ci-après, déclare par la présente :

1°/ autoriser, en tant que propriétaire, l'entreprise J. LACHAUX SARL représentée par son gérant Vincent Lachaux, à déposer un dossier de demande d'autorisation d'exploiter une carrière sur les parcelles ci-après désignées,

- Parcelles n° : 168 et 169
- Section : EH
- Lieu-dit : LABROUSSE
- Commune : BRIVE LA GAILLARDE (19)

2 °/ donner mon accord sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'activité et sur l'usage et la vocation future décrits dans le dossier de demande d'autorisation.

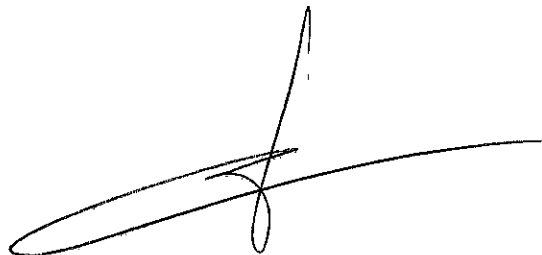
Pour valoir et servir ce que de droit.

Fait à *Brive*, le *27/04/20*.

M. Vincent LACHAUX
Propriétaire

Signature(s) précédée(s) des mentions "Bon pour accord" et "Lu et approuvé"

" Bon pour Accord " Lu et Approuvé "



ATTESTATION

Je soussigné, **Monsieur Jacques LACHAUX**, propriétaire des terrains désignés ci-après, déclare par la présente :

1°/ autoriser, en tant que propriétaire, l'entreprise J LACHAUX SARL, représentée par son gérant Vincent Lachaux, à déposer un dossier de demande d'autorisation d'exploiter une carrière en vue de l'extraction des matériaux sur les parcelles ci-après désignées,

- Parcelles n° : 142, 159, 160, 161, 170, 171, 172, 173, 174, 176, 177, 178, 179, 188, 189, 206, 209, 211, 214, 216, 218, 225 et 278
- Section : EH
- Lieu-dit : Labrousse
- Commune : BRIVE LA GAILLARDE (19)

2 °/ donner mon accord sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation, sur l'usage et la vocation futurs décrits dans le dossier de demande d'autorisation d'exploitation de carrière.

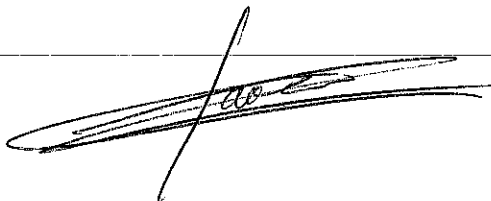
Pour valoir et servir ce que de droit.

M. Jacques LACHAUX
Propriétaire

Fait à *Brive*, le *27/04/2020*

Signature(s) précédée(s) des mentions "Bon pour accord" et "Lu et approuvé"

Bon pour accord et lu et approuvé



ANNEXE 3 - COURRIER DE DEMANDE D'AVIS DU MAIRE SUR LA REMISE EN ETAT



VILLE DE BRIVE

Cité gaillarde

ATTESTATION

Sur la remise en état du site dans le cadre de la demande d'autorisation environnementale de poursuite et d'extension de la carrière de la SARL LACHAUX au lieu-dit Labrousse

Vu la demande émise par la SARL LACHAUX par courrier du 21 janvier 2022

Je soussigné Frédéric SOULIER, Maire de Brive-la-Gaillarde (Corrèze),

atteste avoir pris connaissance de l'état dans lequel sera remis le site après cessation d'activité définitive de l'installation classée pour la protection de l'environnement (rubrique 2510.1 carrière) et accepte le principe de remise en état des terrains tel qu'il m'a été communiqué par le demandeur ainsi que l'usage futur proposé.

La présente attestation pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Brive, le 3 mars 2022

Le Maire,

Frédéric SOULIER

Monsieur le Maire
Mairie de BRIVE
Place Jean Charbonnel
BP 80433
19312 BRIVE CEDEX

Saint-Pantaléon-de-Larche, le 21 janvier 2022,

Objet: Demande d'Avis du Maire sur la remise en état du site dans le cadre de la demande d'autorisation environnementale de poursuite et d'extension de la carrière de la SARL Lachaux au lieu-dit Labrousse.
Réf: 11° de l'article D181-15-2 du Code de l'environnement

Monsieur le Maire,

Conformément à la réglementation relative aux demandes d'autorisations environnementale et plus particulièrement l'article du code de l'environnement cité en référence, il est demandé au pétitionnaire de fournir dans son dossier de demande l'avis du Maire sur l'état dans lequel le site devra être remis à l'issue de son exploitation.

En conséquence, nous sollicitons votre avis sur le projet de remise en état des terrains situés au lieu-dit « Labrousse » section EH parcelles 139 pour partie (pp), 140 pp, 142, 159 à 161, 168pp, 169pp, 170 à 174, 176 à 179, 188, 189, 206, 209, 211, 214, 216, 218, 225, 228, 280pp, 282pp, 289pp, 387pp 109, objet de notre demande d'autorisation environnementale de poursuite d'exploitation et d'extension de carrière. Nous prévoyons, à l'arrêt de l'activité, l'aménagement d'une zone naturelle à vocation écologique, de zones humides, de pelouses et de bosquets, insérés dans un environnement minéral de fronts résiduels recolonisés par la végétation.

Les clôtures seront maintenues et, si besoin, remplacées. Les pancartes prévenant des dangers encourus en cas d'entrée sur la carrière seront enlevées et remplacées par une signalisation appropriée (risque de noyade).

Vous voudrez bien trouver ci-joint le descriptif complet du projet de remise en état ainsi qu'un modèle d'avis que vous pourrez nous retourner pour accord.

Nous nous permettons de préciser que l'avis demandé ici par la réglementation est celui du Maire et concerne uniquement le projet de remise en état prévu pour le site à l'issue de son exploitation. L'avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de 45 jours suivant leur saisine.

Par ailleurs, cet avis ne préjuge ni ne se substitue à l'avis qui sera rendu ultérieurement par la commune, au cours de l'instruction du dossier.

Nous nous tenons bien évidemment à votre entière disposition pour vous apporter toute information complémentaire que vous souhaiteriez obtenir concernant ce dossier et cette procédure.

Veillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos salutations distinguées.

Vincent Lachaux
Gérant
SARL J.LACHAUX

ATTESTATION

Je soussigné, _____,
maire de la commune de BRIVE (département de La Corrèze),

atteste avoir pris connaissance de l'état dans lequel sera remis le site après cessation d'activité définitive de l'installation classée pour la protection de l'environnement (rubrique 2510.1 carrière) et accepte le principe de remise en état des terrains tel qu'il m'a été communiqué par le demandeur ainsi que l'usage futur proposé.

La présente attestation pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à _____, le _____

(Nom, Signature)

DESCRIPTION DU PROJET DE REMISE EN ETAT

ORIENTATIONS GENERALES

ASPECTS JURIDIQUES GENERAUX

La législation nationale oblige l'exploitant d'une installation classée, après l'arrêt définitif de l'activité, à remettre le site dans un état tel qu'il ne manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés au titre I du livre V du Code de l'environnement.

L'exploitant devra joindre à la notification de l'arrêt définitif de l'exploitation un dossier comprenant le plan à jour des terrains et un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précisera les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés dans le Code d'environnement.

Dans le cas spécifique des carrières, c'est l'article 12.2 de l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié qui a repris et précisé l'ensemble des mesures obligatoires, qui comporte :

- la mise en sécurité des fronts de taille,
- le nettoyage de l'ensemble des terrains, et d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état,
- l'intégration de l'espace affecté dans le paysage, compte tenu de sa vocation ultérieure.

L'article 12.3, qui traite du remblayage des carrières, indique que :

- le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux,
- les déchets utilisables pour le remblayage sont :
- les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ;
- les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, y compris le cas échéant son article 6.

Dans le cadre de la remise en état, des matériaux inertes extérieurs seront apportés pour un volume de 50 000 m³.

ORIENTATION DU SCHEMA DES CARRIERES

Le schéma départemental des carrières de Corrèze, seul document d'orientation validé en vigueur à ce jour, approuvé le 18 avril 2000, prévoit les dispositions suivantes :

- Evacuer ou élimination les produits dangereux ainsi que les déchets présents sur le site,
- Dépolluer les sols et les eaux éventuellement polluées,
- Insérer le site dans son environnement,
- Mettre en sécurité du site,
- Permettre l'utilisation du site dans une nouvelle affectation.

Il indique par ailleurs que la remise en état au fur et à mesure de la progression de l'exploitation doit être privilégiée chaque fois que cela est possible.

OBJECTIF DE LA REMISE EN ETAT

Les travaux de remise en état consisteront à réaliser des aménagements sur le carreau permettant une valorisation du potentiel écologique du site. Il s'agira de favoriser une colonisation végétale spontanée et de constituer des habitats favorables à la faune.

Les travaux seront réalisés à l'aide des matériaux en place, de la terre de découverte et d'apports d'inertes extérieurs.

TRAVAUX

La remise en état sera coordonnée à l'avancement des travaux d'extraction et le phasage a été conçu de manière à procéder au réaménagement cohérent des zones à remblayer.

Les travaux consisteront à :

- mettre en sécurité et modeler les fronts, de façon à casser la géométrie rectiligne liée à l'extraction,
- créer des habitats diversifiés composés de zones humides (fossés, mares), de pelouses humides ou sèches et de bosquets sur le carreau résiduel, favorables aux amphibiens notamment (mesure écologique).

AMENAGEMENT DES FRONTS

Chaque front fera l'objet d'une purge, comme après chaque tir.

Certains secteurs seront écrêtés afin de créer des surfaces propices à la végétation pionnière et à la colonisation par la faune rupicole.

Les banquettes, ramenées à une largeur de 5 m environ en position définitive, seront conservée en l'état, sans régalage de terre. Aucune plantation n'est prévue à leur niveau ; la recolonisation sera naturelle.

Les fronts se patineront au fil du temps et la végétation colonisera petit à petit les banquettes résiduelles, facteurs essentiels contribuant à une intégration paysagère naturelle. Le résultat attendu sera sensiblement similaire à l'aspect des fronts actuels, très peu perceptibles dans le paysage.

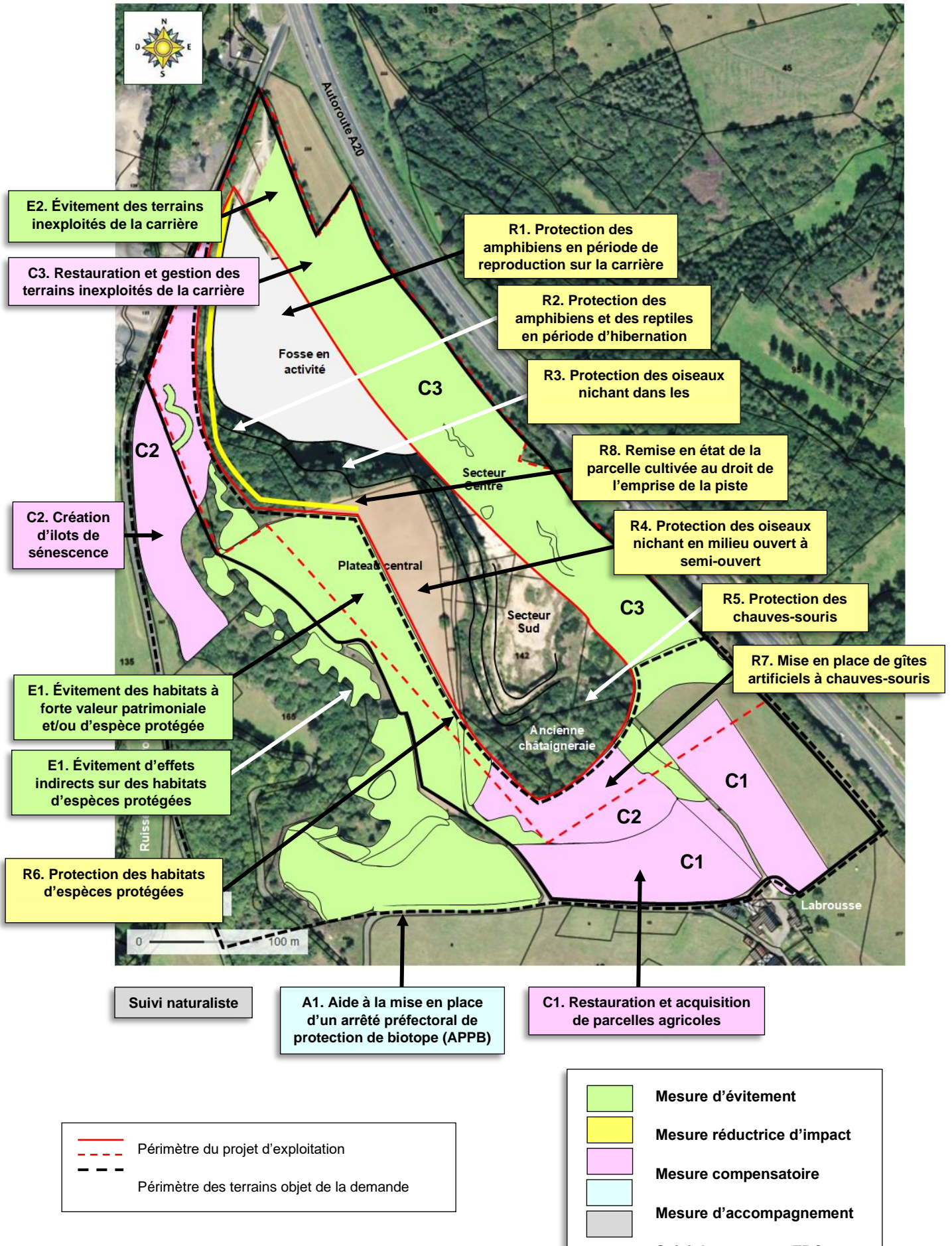
AMENAGEMENT DU FOND DE FOUILLE

Le fond de fouille fera l'objet de deux types d'aménagement à vocation écologique.

Restauration et gestion des terrains inexploités de la carrière

Les terrains de la carrière situés dans la bande des 100 m qui restera inexploitée en bordure de l'autoroute A20 feront l'objet de travaux de restauration et de gestion des zones humides (mesure écologique C3 – cf. figure page suivante issue de l'étude écologique). Les mares tendent en effet à s'atterrir par accumulation de débris organiques (peuplements denses de massettes - cf. vue de gauche ci-après d'une mare du secteur Sud en mai 2019) et les zones humides sont colonisées par des peuplements de saules et peupliers (vue de droite sur la partie sud du secteur Sud en mai 2019).





Les travaux consisteront à rajeunir les habitats en surcreusant légèrement les mares en voie d'atterrissement et en découpant les zones les plus embroussaillées à l'aide d'une pelle mécanique.

Les pelouses silicicoles humides et sèches qui colonisent le carreau sableux entre les mares seront maintenues.

Les travaux seront réalisés selon un plan de gestion rédigé en début de première phase quinquennale d'exploitation sur la base de relevés complémentaires. Ils s'effectueront en période hivernale, en présence d'un écologue qui définira les zones de travaux, leurs d'accès et les zones de stockage des matériaux et végétaux (afin d'éviter les zones sensibles).

Ces opérations seront renouvelées selon les préconisations du plan de gestion actualisé, durant toute la période autorisée.

Aménagement d'une vaste zone humide sur le carreau de la carrière

La partie nord du carreau, exploitée à la cote 132 m NGF, sera remblayée sur une hauteur de 2 m environ. Pour cela, des matériaux inertes extérieurs seront amenés, l'exploitation du grès ne générant que peu de stériles, la terre de découverte étant utilisées pour les mesures compensatoires et pour les merlons périphériques. Prioritairement, il s'agira de matériaux stériles issus de l'unité de valorisation des matériaux de la société à Saint-Pantaléon de Larche ou de la carrière de Chabrignac, mais la société Lachaux se saisira de toute opportunité pour accueillir des matériaux locaux disponibles.

Ces apports seront réalisés dès que le remblaiement du carreau pourra être envisagé, soit à partir de la phase 3. Le volume total nécessaire sera de 50 000 m³. La cadence d'apport sera de 3000 m³/an en moyenne et de 10 000 m³/an au maximum. Un contrôle sera mis en place de façon à garantir la qualité des matériaux mis en dépôt sur le site. Les modalités sont décrites en détail au chapitre 7 de l'étude d'impact.

Sur le même principe que les terrains le long de l'autoroute, un réseau de fossés et de mares sera creusé sur le carreau, et le reste du carreau formera des pelouses silicicoles. Des bosquets seront mis en place par endroits. Ces milieux seront favorables à la faune (amphibiens, reptiles, oiseaux).

AMENAGEMENT SPECIFIQUE DE COMPENSATION ECOLOGIQUE HORS EMPRISE

L'étude écologique détaille les mesures relatives aux milieux naturels qui sont résumées sur la figure jointe et propose des aménagements spécifiques de compensation écologiques, dont deux hors emprise.

Restauration et acquisition de parcelles agricoles

Les parcelles agricoles localisées entre la carrière et le village de Labrousse étaient en grande partie exploitées en cultures céréalières jusqu'en 2017. Les relevés réalisés par ENCEM en 2014 et 2015, ainsi que par un botaniste de Brive, ont montré leur richesse en plantes messicoles patrimoniales, comparable à celle de la parcelle cultivée du projet d'exploitation.

Depuis 2018 ou 2019, du fait de rendements très médiocres, ces terrains sont exploités en prairie permanente pâturée. L'agriculteur a refait toutes les clôtures, installé une mangeoire à bovins et fauche la végétation en juin. (vue ci-contre du 19 mai 2021).



La société Lachaux a pris contact avec l'exploitant agricole pour remettre en culture ces terrains selon des pratiques agricoles identiques à celles utilisés jusqu'en 2017. L'emprise de cette mesure notée C1 est localisée sur la carte ci-jointe).

La restauration de l'habitat d'origine pourra se faire de deux façons complémentaires :

1. Une remise en culture céréalière rapide, dès la première année d'autorisation, de manière à permettre la germination d'un maximum d'espèces messicoles présentes dans la banque de graines du sol (graines dont la durée de vie est variable selon les espèces) ;
2. Un ensemencement en graines de plantes messicoles à partir de l'horizon superficiel des sols décapés sur les terrains du projet en début de première phase quinquennale.

Ces terrains feront l'objet d'une acquisition foncière par la société LACHAUX pour pérenniser la mesure, et d'un suivi floristique régulier.

Création d'îlots de sénescence

Deux boisements, au nord-ouest et au sud de la carrière, seront conservés en l'état, sans intervention humaine durant toute la période autorisée. Cette mesure, notée C2, est destinée à compenser la disparition de boisements susceptibles d'abriter une petite population de reptiles (Couleuvre verte et jaune, Lézard vert occidental), une petite population de Grand Capricorne et des gîtes à chauves-souris.

Dix gîtes artificiels à chauves-souris y seront installés durant la première phase quinquennale.

ETAT FINAL

A terme, la remise en état conduira à l'aménagement d'une zone naturelle à vocation écologique, composée de zones humides, de pelouses et de bosquets, insérées dans un environnement minéral de fronts résiduels recolonisés par la végétation.

Les clôtures seront maintenues, et si besoin, remplacées. Les pancartes prévenant des dangers encourus en cas d'entrée sur la carrière seront enlevées et remplacées par une signalisation indiquant que la propriété est privée et interdite d'accès.

Plan du projet à l'état final



ANNEXE 4 - ACTE FORMALISANT LA PROCEDURE D'EVOLUTION DU PLU

PROJET DE DELIBERATION



Direction
Développement Urbain

OBJET : LANCEMENT DE LA PROCEDURE DE DECLARATION DE PROJET POUR L'EXTENSION DES CARRIERES LACHAUX - SITE DE LISSOULIERE ET MISE EN COMPATIBILITE DU PLU DE LA COMMUNE DE BRIVE

RAPPORTEUR : Monsieur Jean-Pierre VERNAT, Maire Adjoint

Synthèse

Cette délibération a pour objet de procéder à la mise en compatibilité du PLU de Brive par le biais d'une déclaration de projet, afin de permettre l'extension de l'exploitation des carrières au lieu dit "lissoulière" contribuant ainsi au développement économique du territoire.

Le site de Lissoulière est situé au Sud-Ouest de la commune de BRIVE, il constitue l'une des plus anciennes carrières de la commune.

Aujourd'hui, l'entreprise LACHAUX qui exploite cette carrière, sollicite auprès de la commune une extension de la Zone Naturelle « Carrières » (NC) du PLU en vigueur (approuvé par délibération du 16 décembre 2011) afin de poursuivre ses activités. Cette extension, dont le périmètre précis figure en pièce jointe, est notamment nécessaire à l'entreprise afin de développer son programme d'innovation de Blocs Béton Empilables BBLOX®.

La commune est soucieuse d'accompagner et de soutenir ce projet porté par une entreprise briviste qui souhaite pérenniser ses activités sur un site exploité depuis la fin des années 70, qui laisse apparaître, suivant la déclaration de l'entrepreneur, la fin des ressources exploitables du site.

La pérennisation d'un tel site revêt un caractère d'intérêt général notamment à travers le maintien, le contrôle et la modernisation des circuits courts d'approvisionnement en ressources. Ce projet constitue également un enjeu fort pour le dynamisme de la commune en terme :

- d'emplois
- d'économie,
- de technologie.

La commune de BRIVE souhaite lancer une procédure de déclaration de projet emportant une mise en compatibilité de son PLU.

Dans ces conditions, il est proposé au conseil municipal :

- de définir le projet d'extension des carrières du Site de Lissoulière à BRIVE comme projet d'intérêt général pour la commune ;
- de prescrire la procédure portant à la fois sur l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du PLU de BRIVE ;
- de fixer une réunion d'examen conjoint avec l'Etat et les personnes publiques associées ainsi qu'une enquête publique pour la consultation de la population.
- d'autoriser le maire à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de la procédure.

La présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme d'un affichage en mairie durant un mois, d'une mention dans un journal diffusé dans le département, ainsi que d'une publication au recueil des actes administratifs de la collectivité.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

<http://www.brive.fr/index.php/mairie/conseil-municipal/les-deliberations/#annee2017>

— Conseil municipal du mercredi 15 novembre 2017

▪ SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 5 OCTOBRE 2017 - APPROBATION DU PROCES-VERBAL

ADOpte A L'UNANIMITE

(...)

▪ LANCEMENT DE LA PROCEDURE DE DECLARATION DE PROJET POUR L'EXTENSION DES CARRIERES LACHAUX - SITE DE LISSOULIERE ET MISE EN COMPATIBILITE DU PLU DE LA COMMUNE DE BRIVE

Pièces jointes :

Pièce jointe

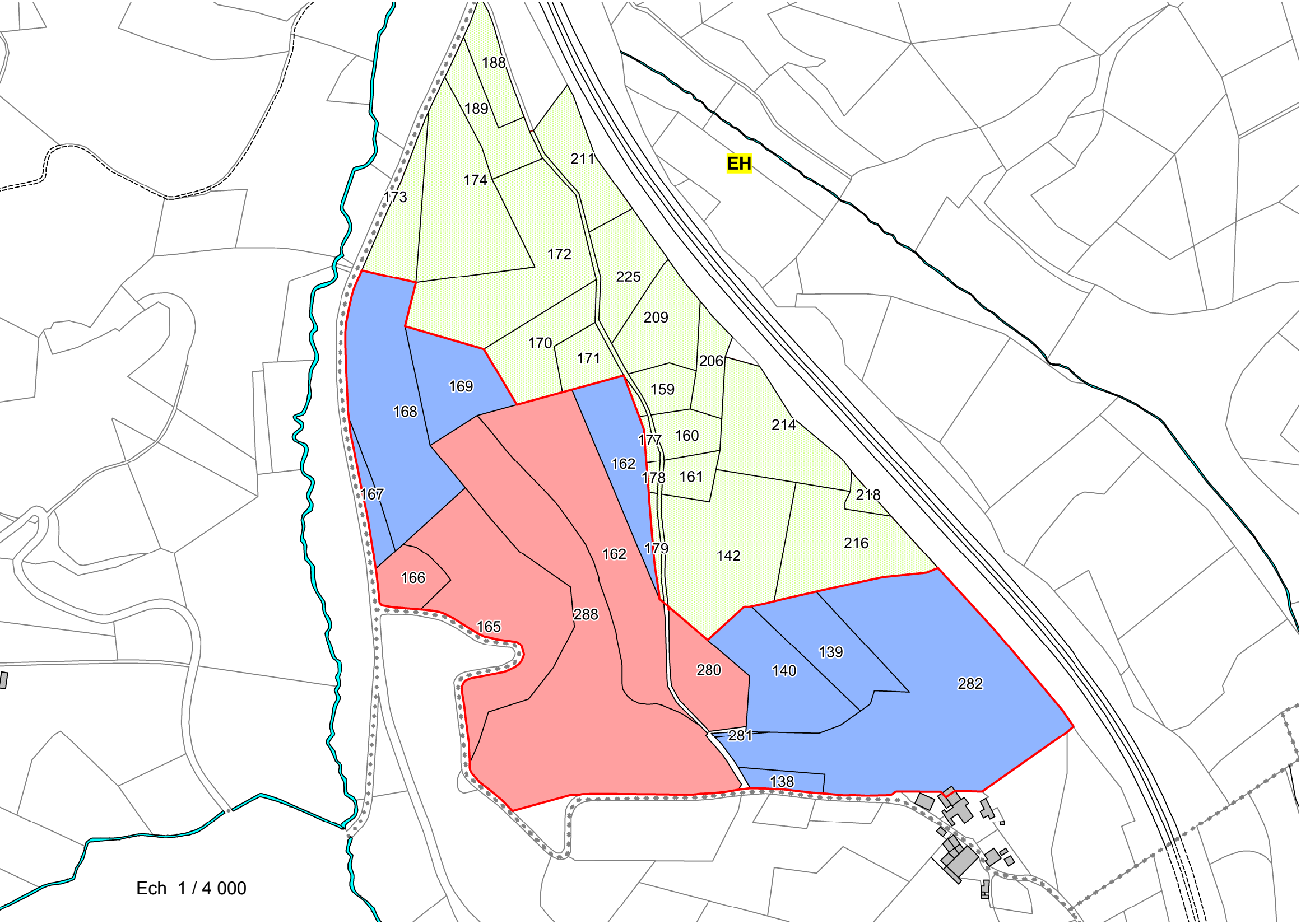
ADOpte par 40 voix POUR (les élus de la liste ? Un projet pour Brive ? et

les autres élus de la liste ? Pour Vous, pour Brive ?) et

1 ABSTENTION (Madame Martine CONTIE de la liste "Pour Vous, pour Brive") et

et 1 voix CONTRE (Monsieur Alain VACHER de la liste "Pour Vous, pour Brive").

EXTRAIT DU ZONAGE DU PLU - SITE DE LA LISSOULIERE I - BRIVE



- SECTION CADASTRALE
- PERIMETRE D'EXTENSION DE LA ZONE CARRIERE Nc
- ZONE Nc du PLU
- ZONE D'EXTENSION A COURT TERME
- ZONE D'EXTENSION A MOYEN TERME

Ech 1 / 4 000

ANNEXE 5 - CERTIFICAT D'ACQUISITION D'EXPLOSIFS

CERTIFICAT D'ACQUISITION
de produits explosifs

Cette autorisation peut être retirée à tout moment sans mise en demeure ni préavis (article 12 du décret n° 81-972 du 21 octobre 1981). Elle tient lieu d'autorisation de transport pour le demandeur.

I - A REMPLIR PAR LE DEMANDEUR :

DEMANDEUR :

Nom et prénoms (ou raison sociale) : SARL J. LACHAUX
Domicile : 20, rue Stendhal - 19100 BRIVE

SIGNATAIRE : (à remplir seulement si le demandeur est une personne morale)

Nom et prénoms : Lachaux Vincent qualité : Dirigeant
Domicile : Vimercalle 19600 St. Pantaléon

TITRE PERMETTANT DE SOLLICITER LE CERTIFICAT :

- ☒ Autorisation d'utiliser des explosifs dès réception par arrêté préfectoral du 18 mars 2020 sur le territoire de la commune de Brive
- ☐ Autorisation d'exploiter un dépôt permanent
- ☐ Autorisation d'exploiter un débit
- ☐ Acceptation (1) de M. E.P.C. France de prendre les explosifs en consignation dans son dépôt, autorisé par arrêté du sur le territoire de la commune de Brive (87)

CARACTERISTIQUES DES PRODUITS EXPLOSIFS :

Classification (classes de conservation) et quantité (s) maximale (s) pouvant être acquise (s) en une seule fois au cours de l'année (2)

- kg de la classe.

- 3000 kg de la classe. F. et V

- détonateurs : unités

FREQUENCE AUTORISEE POUR LES LIVRAISONS (3) :

USAGE PROGETE (4) : voir échéancier des travaux ci-annexé.

Fait à St Pantaléon, le 12/02/2020
(signature et cachet du demandeur)

ENTREPRISE J. LACHAUX

SARL au capital de 46 000 €
20, rue Stendhal - 19100 BRIVE
RCS Brive B 302 592 407
N° Intracom FR 17 302 592 407
Tel. 05 55 35 30 85

- (1) A joindre à la demande
- (2) Formulaire à utiliser uniquement si le type d'exploitation ne permet pas de définir la quantité maximale à acquérir en une seule fois.
- (3) Utilisation dès réception seulement.
- (4) Joindre un échéancier précis des travaux à effectuer avec les explosifs (circulaire ministérielle du 16 mars 1984).

II - A REMPLIR PAR LA PREFECTURE :

Autorisation accordée le : 25.FEV..2020
valable jusqu'au : 24.FEV. 2021

Le Préfet de la Corrèze,

Pour le Préfet
et par délégation
Le Chef de Bureau

Marie-Pierre KERNANET

ANNEXE 6 - PLAN D'ENSEMBLE

Plan d'ensemble

